

REPORTAGE

Des livres aux récoltes : l'exode de milliers de jeunes Boliviens qui cherchent au Chili les opportunités que la Bolivie leur refuse.



17-08-2026

Le réveil de Juan David ne sonne pas à six heures du matin dans une ville bolivienne, mais à 5h30 dans le nord du Chili, au cœur du froid andin et de la fatigue accumulée après la récolte des fruits. « Si tu veux gagner de l'argent, tu prends ton petit-déjeuner, tu prépares ta dose de feuilles de coca et tu vas travailler... ta vie est entièrement consacrée au travail », raconte-t-il dans une vidéo qui circule rapidement sur TikTok, le réseau social qui sert désormais de nouvelle voie à des milliers de jeunes Boliviens qui émigrent non seulement de La Paz et d'El Alto, mais aussi de Santa Cruz, Pando, Cochabamba, Tarija et d'autres villes.

Comme Juan David, une vague de jeunes franchit les frontières, poussée par une réalité nationale étouffée par la crise économique, les conflits politiques et sociaux – marqués par des tensions, des manifestations, des blocages et des difficultés à instaurer le dialogue – et une crise climatique qui se profile comme l'une des principales menaces pour le bien-être.

« Cet argent a de la valeur. La récolte a été bonne, 80 luquitas à midi. 80 lucas, c'est comme 800 boliviens », déclare Juan David sur TikTok. La Bolivie les éduque dans ses écoles et universités, mais peine à les retenir. Selon le sociologue et spécialiste des migrations Alfonso Hinojosa, le Chili est devenu une destination qui attire massivement la main-d'œuvre bolivienne en raison du fossé abyssal entre le pouvoir d'achat de leurs salaires et la crise interne, ainsi que du manque d'emplois que le pays peut leur offrir. Ils sont scolarisés en Bolivie, mais le manque de perspectives et les tensions politiques et sociales persistantes les poussent à émigrer, attirés par des emplois mieux rémunérés. Plus de la moitié de ceux qui franchissent la frontière ont entre 18 et 29 ans, précise le chercheur. Les effets du changement climatique dans les zones rurales constituent un autre facteur déterminant de l'émigration des jeunes. Hinojosa affirme sans détour : « Aujourd'hui, le Chili représente pour l'Amérique du Sud ce que les États-Unis (pour les migrants) représentent. En termes de pouvoir d'achat, ce que vous gagnez là-bas a de la valeur dans votre pays d'origine. » Mais il met en garde contre le prix élevé de cette situation : « **La Bolivie forme des talents dans ses écoles et universités, mais les perd faute d'offres d'emploi. Notre**

moteur productif s'en va ; le facteur humain le plus important est de générer de la richesse pour d'autres pays. »

L'avenir se dessine lentement.

Cependant, pour beaucoup, la promesse d'entrepreneuriat ou d'un diplôme universitaire se heurte à l'impératif de survivre. C'est le cas de Yasiel, une jeune femme de 27 ans qui a fait ses études de médecine en Bolivie et travaille maintenant comme cuisinière à Calama, dans le nord du Chili, un ancien territoire bolivien.

« Je suis arrivée il y a un an et sept mois, grâce à la recommandation d'une cousine qui vit ici aussi. J'ai été embauchée comme plongeuse, puis comme aide-cuisinière, et maintenant on m'a confié la cuisine. »

« J'avais besoin d'argent et j'avais deux options : rester en Bolivie et travailler pendant deux ans pour économiser, ou venir ici pour gagner cet argent plus rapidement », explique-t-elle à Sumando Voces par téléphone.

Son objectif initial était clair : réunir les fonds nécessaires pour financer son internat à l'hôpital. Cependant, le contraste saisissant entre les salaires et les conditions de travail lui a ouvert les yeux : alors qu'un médecin généraliste en Bolivie gagne environ 5 000 bolivianos, Yasiel – qui a déjà appris à cuisiner des plats chiliens comme l'ajiacó – gagne 8 000 bolivianos nets par mois, sans avoir à payer de loyer ni de nourriture, ce qui lui permet d'accéder à une stabilité que son pays d'origine lui refusait.

Pour l'instant, elle économise pour retourner en Bolivie et terminer son internat, mais après l'obtention de son diplôme, elle compte exercer au Chili. Des centaines d'autres travaillent également dans le bâtiment et les mines, où la main-d'œuvre bolivienne est très recherchée. « Ici, j'ai trouvé beaucoup plus d'opportunités ; j'ai déjà un permis de travail temporaire qui me permet de travailler légalement. » Du moins pour les hommes, le travail ne manque pas et ils peuvent gagner l'équivalent de 15 000 bolivianos par mois comme ouvriers du bâtiment et mineurs. « Ils travaillent selon un cycle de 15/15 : 15 jours de travail intensif et 15 jours de repos », explique-t-il. Ses clients sont principalement des ouvriers du bâtiment et des mineurs, mais aussi des chauffeurs routiers. « J'ai rencontré et appris à connaître des jeunes Boliviens de partout : Santa Cruz, Pando, Oruro, Chuquisaca et Tarija, pas seulement La Paz », dit-il. En haute saison, Yasiel prépare des repas pour environ 280 personnes par jour, et en basse saison, pour 50, mais ses revenus restent les mêmes. « La journée de travail de huit heures est respectée ; si vous faites plus d'heures, elles sont payées en heures supplémentaires », dit-il.

Chaque semaine, via TikTok, des entreprises chiliennes publient des offres d'emploi pour la récolte des fruits et d'autres emplois. Le message s'adresse particulièrement aux jeunes Boliviens, qui ont tissé des réseaux non seulement pour communiquer, mais aussi pour se soutenir mutuellement. « On ne peut imaginer un migrant, homme ou femme, sans sa dépendance à cet appareil, sans téléphone portable. Pas seulement pour des raisons de communication... »

« Il ne s'agit pas seulement de famille, mais aussi de la façon dont ils trouvent du travail et se protègent », souligne Hinojosa. L'un des risques liés à la migration est de tomber entre les mains de passeurs ou de trafiquants d'êtres humains, mais ces jeunes ont mis en place des réseaux pour s'en prémunir.

Créer des opportunités en Bolivie

Julio Jordán, politologue et technicien au sein du programme Fuerza Joven (Force Jeunesse) de l'organisation suisse Solidar, met en garde contre l'impact du travail informel et de la précarité de l'emploi, facteurs aggravants de la situation. « Le taux d'emploi informel atteint 85 %, et celui des jeunes 96,2 %. Seul un jeune sur dix occupe un emploi formel, et ceux qui en ont un vivent dans des conditions précaires, sans salaire décent », affirme-t-il.

Jordán estime également que les 51 jours de blocus « ont indéniablement affecté la création d'emplois. Plusieurs entreprises ont fermé leurs portes, et de jeunes entrepreneurs ont dû cesser leur activité, voire restructurer leurs dettes. »

Cette vulnérabilité touche particulièrement les jeunes femmes enceintes et les mères. « Les jeunes femmes sont confrontées à une situation marquée par la garde d'enfants, la nécessité de gagner leur vie, un accès limité à l'éducation formelle – beaucoup n'obtiennent même pas leur diplôme d'études secondaires – et subissent des inégalités de genre et une dépendance économique. »

Face à cette situation, le programme Fuerza Joven (Force Jeunesse) de Solidar Suiza œuvre activement dans 20 municipalités boliviennes, cherchant à promouvoir l'emploi décent et l'auto-emploi en offrant des formations et un capital de démarrage aux jeunes entrepreneurs afin de pallier le manque d'alternatives locales.

De la remise des diplômes à la récolte et les nouvelles routes de l'exode

L'exode ne fait aucune distinction fondée sur le niveau d'études ou l'origine régionale ; le désespoir a même transformé les transports. Alors qu'auparavant les bus transportant les migrants partaient presque exclusivement d'El Alto, de La Paz et d'Oruro, ils partent désormais en continu et directement de Santa Cruz et de Cochabamba, avec des liaisons directes et exclusives vers Santiago du Chili, Arica, Iquique, Calama et d'autres villes.

Ce sentiment d'urgence se reflète aussi chez des jeunes comme Laura Sony, qui se présente sur TikTok avec nostalgie. Elle se souvient avoir obtenu son diplôme en même temps qu'une amie en février 2026, après quatre longues années d'études, pour se retrouver, en mars de la même année, les doigts engourdis à récolter de la coriandre et des oignons verts dans les champs chiliens.

« On n'a pas trouvé de travail. Elle (son amie) récolte la coriandre et moi, les oignons verts. Qu'est-ce qu'on va faire ? C'est la vie », raconte Laura sur son compte TikTok.

Elles ont troqué leurs livres contre des sécateurs, des échelles et des paniers pour cueillir les fruits.

Malgré les conditions difficiles, ces travailleurs saisonniers boliviens – comme on les appelle désormais – travaillent sous la pluie et ignorent même les jours fériés comme le 6 août, récoltant sans relâche des mandarines et autres fruits. Leur objectif commun reste le même : gagner leur vie, envoyer de l'argent à leur famille et ne pas rentrer les mains vides. Selon Hinojosa, une autre stratégie consiste à travailler pendant trois mois et à retourner en Bolivie avec l'argent économisé.

Des chiffres records et le nouveau moteur du Nord

Cette migration massive, qui ne concerne pas seulement les Boliviens, a bouleversé les équilibres régionaux. Les données officielles du Service national des migrations du Chili révèlent que la tendance amorcée avant 2023 s'est pleinement consolidée au premier semestre 2026 : 70 % des demandeurs de permis de travail durant cette période étaient boliviens (84 717 sur 121 977), supplantant totalement la population vénézuélienne grâce au visa Mercosur gratuit.

De fait, les employeurs facilitent l'obtention des permis de travail tandis que les jeunes font leurs valises en Bolivie. Cette « facilité » constitue une incitation supplémentaire à quitter le pays et à saisir les opportunités qu'ils ne trouvent pas sur place.

Cet afflux massif représente également un soutien pour des milliers de ménages en Bolivie. D'après les données publiées par le journal La Razón et corroborées par les chiffres de la Banque centrale de Bolivie (BCB), les transferts de fonds en provenance du Chili ont doublé entre 2019 et 2023, passant de 159,3 millions de dollars à 312,97 millions de dollars. Ce chiffre place le Chili au cœur d'un système de soutien économique qui fait vivre des familles entières, tandis que la Bolivie, moteur productif de son économie, continue de perdre sa jeunesse.

« Au Chili, on gagne de l'argent, mais le travail nous vole aussi des moments précieux. On troque la famille contre la solitude. Le corps s'habitue à la douleur, au manque de sommeil et aux repas pris sur le pouce, mais le cœur ne s'habitue jamais à être loin de ceux qu'on aime », confie un jeune homme, racontant son expérience de récolte de fruits au Chili sur TikTok.

Dans les précédents reportages de cette série, nous avons montré comment la campagne nourrit la ville et comment la ville soutient la campagne ; comment les chauffeurs routiers relient les territoires ; et comment, en temps de conflit, une famille peut en soutenir d'autres. Aujourd'hui, des milliers de jeunes Boliviens manifestent leur désir de réussite et leur précieuse contribution au soutien de leurs familles expatriées. Que faudrait-il changer en Bolivie pour que cette ambition ne les pousse pas à franchir une frontière ?